

Séance du 7 janvier 2025

Conférence-débat de Pierre-Noël Giraud avec Pierre Veltz

DU PAIN ET DES JEUX : UNE ÉCONOMIE POLITIQUE DES USAGES DU TEMPS

« *Panem et circenses!* » L'expression est de Juvénal. Le poète satirique de la fin du 1^{er} siècle résumait ainsi la décadence des Romains, « qui jadis régnaient du Capitole aux deux bouts de la terre ». Et que leur faut-il désormais, déplorait le poète : « du pain et des jeux de cirque ».

À quelques siècles de là, ce que pointe Pierre-Noël Giraud, lorsqu'il reprend la formule en titre de son nouveau livre (*Du pain et des jeux*), c'est une société qui, si l'on n'agit pas vite et radicalement, comptera bientôt de plus en plus d'« inutiles », des laissés pour compte d'une économie triomphante et inégalitaire - voir son ouvrage précédent *L'homme inutile*. Autant d'oisifs qu'il faudra non seulement nourrir mais également divertir, à côté de tous ceux dont le temps disponible augmente et que les plateformes se chargent aussi d'assommer de « jeux ».

Comment résister à ce « sinistre » scénario? Comment faire en sorte que le temps libre de chacun (qui représente environ un tiers d'une journée environ aujourd'hui) puisse être utilisé de la manière la plus riche possible?

Un cadre étatique fort, en premier lieu, est nécessaire. Un État capable d'orienter les mécanismes économiques, et de délimiter deux sphères : celle du profit d'un côté, et de l'autre, une sphère régie par d'autres règles, prenant en charge les domaines où la qualité de la relation est essentielle.

L'autre priorité est de faire basculer une part importante de notre temps collectif à des activités de soin. Il faudrait permettre, par exemple, à tous ceux qui le veulent, en vivant très sobrement, de ne « travailler » que deux jours par semaine, et d'occuper le reste du temps à des loisirs intelligents mais aussi à des activités bénévoles dans le secteur du soin.

Le temps est notre ultime ressource rare, sachons la préserver.

Sommaire

Exposé de Pierre-Noël Giraud.....	2
Discussion entre Pierre-Noël Giraud et Pierre Veltz	5
Débats avec l'auditoire.....	7

Pierre-Noël Giraud

Économiste français, diplômé de l'École polytechnique, des Mines de Paris et de Paris I Panthéon-Sorbonne. Il est actuellement professeur émérite à Mines Paris, à Dauphine PSL et professeur affilié à l'université Mohamed VI polytechnique au Maroc. Il est par ailleurs ingénieur général des Mines. Ses domaines de recherche sont d'une part l'économie des ressources naturelles, d'autre part les globalisations, la finance et leurs effets sur les inégalités. Il est l'auteur des ouvrages *Du pain et des jeux*, 2024 et *L'homme inutile*, 2025 chez Odile Jacob, *L'inégalité du monde* chez Gallimard en 1996 et *Le commerce des promesses* au Seuil en 2012 (Grand prix Turgot). Il est membre fondateur de l'Académie des technologies.

Pierre Veltz

Professeur émérite à l'École des Ponts. Ingénieur de première formation (Polytechnique, Ponts), il s'est ensuite dirigé vers les sciences sociales (doctorat et HDR en sociologie). Comme chercheur et consultant, il a surtout travaillé sur les transformations des systèmes productifs et leur inscription spatiale. Ses travaux récents portent sur la bifurcation écologique. Ses derniers livres : *La société hyper-industrielle*, Seuil, 2017 (Prix du livre d'économie) ; *La France des territoires*, Aube, 2019 ; *L'économie désirable, sortir du monde thermo-fossile*, Seuil, 2021 ; *Bifurcations*, Aube, 2022 (Prix du meilleur essai, La Tribune). Il a dirigé l'École des Ponts (2000-2005) et mis en place et dirigé l'Établissement public de Paris-Saclay (2008-2015). Il a été lauréat du Grand Prix de l'Urbanisme en 2017. Il est membre de l'Académie des technologies depuis 2003. À paraître : *Après la ville ; Défis de l'urbanisation planétaire*, Seuil, 2025.



Exposé de Pierre-Noël Giraud

L'économie peut se définir comme l'optimisation de l'usage de ressources rares pour atteindre des objectifs matériels et sociaux. Les ressources rares sont traditionnellement le travail, le capital, la terre. Mais il existe une ressource rare ultime, qui est le temps : ce que l'on en fait collectivement et individuellement.

Notre rapport au milieu naturel est une question de temps : nous n'y consacrons pas assez de temps, collectivement. La maîtrise de la révolution informatique et en particulier de l'intelligence artificielle est également une question de temps : il suffit de voir comment les plateformes partent à l'assaut de notre temps de cerveau disponible.

Dans un monde où l'inégalité est croissante, et où tout le monde n'a pas la même possibilité d'accès à des usages du temps de qualité, le grand enjeu est de protéger un usage le plus libre possible du temps.

Un terrain de conflit

On distingue trois usages du temps : *le temps marchand* - que l'on soit salarié ou entrepreneur -, *le temps domestique*, de « production de soi » au sens large (les activités humano-centrées, le soin de soi), et puis *le temps libre*, qui fait l'objet aujourd'hui d'une bataille féroce.

Depuis longtemps, en réalité, la question des usages du temps est un terrain de conflit. Le XIX^e siècle a vu naître les luttes pour la réduction du temps de travail marchand et l'augmentation des salaires. Le fordisme a engendré une lutte sur l'intérêt du travail décomposé sur les chaînes, l'enrichissement des tâches, etc. Et un troisième champ de lutte s'est ouvert avec la télévision : l'assaut sur le « temps de cerveau disponible ».

Un peu d'histoire

Au Paléolithique supérieur, l'homme de Lascaux n'avait besoin que de trois heures par jour pour couvrir ses besoins matériels. Quelques chiffres pour le XX^e siècle :

Keynes, en 1930, pensait que l'on pourrait à terme ne travailler que trois heures par jour, et de fait, entre 1920 et 2020, la productivité du travail a été multipliée par 16, plus que Keynes ne l'imaginait. Comment avons-nous reparti cet énorme accroissement : consommer plus ou travailler moins? Les deux bien sûr, mais dans quelles proportions? Nous en avons utilisé la moitié pour augmenter la production d'un facteur 8, et la moitié pour réduire le temps de travail annuel par habitant d'un facteur 2. Il y a donc eu, au cours du siècle, un mouvement très puissant de réduction du travail marchand au profit des autres temps.

Aujourd'hui, un Français moyen urbain consacre, en moyenne sur une année normale, donc week-end et vacances inclus, 12h11 par jour au sommeil et à l'entretien de soi (toilettes, repas, etc.). En gros, le reste de son temps se répartit en trois tiers : 3h13 pour le temps de travail marchand, déplacements compris, 3h22 pour le temps de travail domestique, 5h12 pour le temps libre. L'inégalité homme-femme dans le travail domestique reste grande : 4h07 pour les femmes, 2h36 pour les hommes¹.

Avec l'allongement de la vie et des études ainsi que la réduction du temps de travail annuel des actifs, un individu qui vivrait toute sa vie aux conditions d'aujourd'hui en termes d'espérance de vie, de durée d'études, de durée de cotisation pour une retraite complète, cet individu passerait au travail marchand seulement 14% de sa vie éveillée. Alors qu'aux conditions de 1920, c'était 30%, et pour un mineur de *Germinal*, 60%. Le travail marchand est fort loin d'être l'usage principal de notre temps, et si les conflits persistent à ce niveau, ils se déchainent surtout aux deux autres : le caractère encore genré du temps domestique, l'assaut des plates formes contre notre temps de cerveau disponible.

« Donnez-leur du pain et des jeux ! »

Que faisons-nous de notre temps? Notre rapport au milieu naturel, la maîtrise de la révolution informatique, les inégalités dans les accès aux usages riches du temps, constituent une grille d'analyse qui m'a amené à construire le scénario qui donne son titre à mon livre *Du pain et des jeux*. Si certaines des tendances actuelles perdurent, nous allons, *de facto*, vers une société qui comptera de plus en plus d'« inutiles » - ce qui renvoie à mon ouvrage précédent -, à qui il faudra donner du pain. Ils seront oisifs tandis que le temps disponible des autres augmente et il faudra aussi apporter à tous ces gens-là des jeux. Les plateformes ne manqueront pas de s'en charger.

Comment éviter le pire?

Pour résister à ce sinistre scénario, il est fondamental de créer un cadre politique, étatique en particulier, capable d'orienter très profondément les mécanismes économiques, de délimiter la sphère régie par le marché et donc la recherche du profit, et une sphère régie par d'autres règles produisant d'autres biens et services.

Cela n'est possible qu'à l'échelle européenne car cet État doit régner sur un territoire qui a les moyens de se déconnecter suffisamment du reste du monde pour ne pas être soumis à des contraintes extérieures qui l'empêchent de choisir son propre développement.

Certes, nous sommes encore très loin de cette situation. Pour le moment, c'est plutôt le scénario du pain et des jeux qui est à envisager. Mais il est quand même important de se fixer d'ores et déjà des objectifs, de se demander s'ils sont réalisables, et de définir les conditions étatiques et sociales qui permettraient de les atteindre.

Organiser l'ère du soin

La grande priorité est de faire basculer une part importante de notre temps collectif à des activités de « soin » : soin des milieux naturels et soin de nous-mêmes (toutes les activités de soin de la personne qui visent à préserver la santé le plus longtemps possible, puisque justement le temps est notre ressource rare).

Mais quel système économique est le mieux placé pour produire efficacement ces activités? Il va nécessairement falloir diviser l'économie en deux sphères :

- une sphère marchande capitaliste, qui va être amenée à se réduire. Il faut, comme le disait Keynes, « cantonner les avides » à des activités intéressantes parce qu'elles créent de l'innovation, mais qui ne soient pas nuisibles aux objectifs de respect des milieux naturels, et de maîtrise de la révolution informatique,
- et une sphère publique qui est à développer, notamment pour prendre en charge des domaines où la qualité de la relation est essentielle, comme le soin des personnes âgées et surtout dépendantes et l'éducation des enfants. Comme l'a parfaitement montré Michael Sandel dans son très bon livre *Ce que l'argent ne saurait acheter*, la qualité de la relation est presque toujours dégradée si elle devient un rapport marchand. On a vu, avec le scandale des EHPAD ORPEA, bien vite rebaptisés EMEIS, où l'on peut en arriver si l'on confie une activité de soin à une logique capitaliste.

¹ Source Insee « Enquête emploi du temps 2010 »

Cette sphère ne doit pas non plus être entièrement publique, en raison des défauts de toute hiérarchie bureaucratique d'État. Il faudrait penser une organisation où elle puisse bénéficier des avantages évidents de la sphère marchande, comme la compétition et l'innovation. Tout en étant avant tout soucieuse de la qualité du service fourni. On peut imaginer une série de services publics rendus par des ONG sur contrat avec l'État, mais qui ont été mises en compétition pour ce contrat. Le critère de jugement ne sera pas le prix, mais la qualité de la prestation pour un budget donné, approuvée sur la base d'un projet, mais surtout vérifiée en continu par les bénéficiaires et *in fine* par l'État. Étant donné le besoin, qui est supposé stable ou croissant, le personnel des ONG perdantes serait repris par les gagnantes, avec la formation adéquate. On parviendrait ainsi à combiner quelque peu les avantages des deux systèmes en introduisant de la compétition dans la fourniture de services publics relationnels.

Mais où prendre ce temps?

Certes on peut encore, avec la poursuite de la révolution informatique et l'IA², économiser beaucoup de temps dans les tâches de la sphère marchande capitaliste. On pourrait aussi, dans les bureaucraties étatiques, certainement trouver beaucoup plus de temps.

Mais nous devons consacrer beaucoup plus de temps au soin. Quelle tendance l'emportera? Le mouvement séculaire de baisse du temps de travail marchand va peut-être devoir s'arrêter?

Il est incertain que l'objectif de Keynes, à savoir une semaine de travail de deux jours, soit atteignable ou même souhaitable. Nous en sommes à peine à la moitié. En réalité, ce n'est pas souhaitable : si nous disposons de temps supplémentaire, il serait préférable de le consacrer aux activités de soin.

Lutter contre les inégalités

Le critère essentiel, sur le plan individuel, c'est la liberté pour chacun de choisir les usages - à ses yeux - les plus riches du temps. Chacun doit avoir la liberté, en vivant très sobrement, de consacrer l'essentiel de son temps à autre chose qu'au travail marchand, y compris à des activités bénévoles au service des autres. Il faudrait permettre, par exemple, à tous ceux qui le veulent, en vivant au niveau du SMIC actuel, de ne « travailler » pour ce salaire que - comme le disait Keynes - trois heures par jour, disons deux jours par semaine. Et d'occuper le reste du temps à des loisirs à ses yeux désirables, respectueux de la nature et à des activités bénévoles dans le secteur du soin.

² IA : intelligence artificielle



Discussion entre Pierre-Noël Giraud et Pierre Veltz

Pierre Veltz : Est-ce que l'économie du temps, qui est aussi une économie politique, continue à rendre compte aujourd'hui des trajectoires du capitalisme contemporain? Ou au fond, ne sommes-nous pas là aussi face à un changement? La manière dont la croissance de la productivité se répartit entre gain de temps libre et augmentation de la production est très bien expliquée dans le livre, avec des chiffres frappants.

Sur les courbes qui affichent l'évolution du PIB par tête, on voit que cela marche très bien pour le XX^e siècle. Par exemple, de 1920 à 1950, le gain de productivité s'est réparti à 44% pour l'augmentation de la production et à 56% pour l'augmentation du temps libre.

Aujourd'hui, cela ne marche plus très bien. Les statistiques récentes montrent clairement un plafonnement de la productivité. La raison de base est vraisemblablement que la notion de productivité ne fonctionne plus dans l'économie contemporaine, pour différentes raisons. D'abord, le PIB est un mauvais indicateur. Deuxièmement, les temps productifs aujourd'hui sont extrêmement dilués sur toutes les phases de la vie. Enfin on observe une interpénétration du temps productif et des temps soi-disant non productifs, des temps marchands et des temps non marchands.

Surtout, quand on considère l'évolution des entreprises modernes qui aujourd'hui sont très capitalistiques, très automatisées, de plus en plus informatisées, on voit bien que, au niveau micro, la productivité horaire du travail ne signifie plus grand-chose. Nous nous fondons là sur des concepts qui ne décrivent plus correctement le fonctionnement de la production moderne. Aujourd'hui la performance n'est plus liée à la quantité de travail fourni, mais à la qualité de l'organisation et de la coopération entre les acteurs.

Cette grande crise de la notion de productivité du travail au niveau micro ne peut pas ne pas se répercuter au niveau macro...

Pierre-Noël Giraud : La mesure de la productivité du travail PT³ repose sur celle du PIB en volume. Or, avec une transformation qualitative des biens et services et non plus l'augmentation des quantités, la croissance du PIB en volume ne veut plus rien dire parce qu'elle n'est plus mesurable. Que signifie : le PIB par habitant a été multiplié par 8 entre 1920 et 2020? On connaît les PIB en valeur, aux prix de l'année courante. Mais pour pouvoir affirmer que le PIB en volume a été multiplié par 8, il faudrait comparer le prix du « panier de la ménagère » en 1920 et en 2020. C'est tout simplement impossible, cela n'a aucun sens. Nous sommes dans une croissance qualitative non mesurable.

Donc oublions le PIB en volume, mais certainement pas le PIB en valeur et sa décomposition, parce que c'est la somme des revenus perçus pendant une année sur un territoire. Il est très intéressant de savoir qui gagne combien, comment, sur qui l'État prélève, ce que l'on fait de l'argent public, etc.

Alors comment analyser l'effet de la croissance, incontestable, de la productivité du travail? Car, si l'on n'arrive pas à la mesurer au niveau de l'État, elle est manifeste à l'échelle d'une usine.

Ce que je constate et mesure, c'est qu'il y a du travail marchand, du travail domestique, et du temps libre utilisé à diverses activités. Et que le temps que nous consacrons à chacun varie beaucoup sous l'effet du progrès technique. Le basculement du temps marchand vers le temps de loisir est ainsi une manifestation de l'augmentation de la productivité du travail dans la production matérielle marchande et en donne une mesure indirecte.

Pierre Veltz : Un autre point que je voulais soulever, évoqué dans ta présentation, c'est la place croissante du soin, le « care », qui est en train de prendre une place absolument gigantesque dans l'économie contemporaine. Ce qui explose littéralement ce sont toutes les activités qui s'intéressent directement au corps, et pas seulement au cerveau : la santé de manière générale, en prenant en compte ce qu'on appelle le « bien-être », nébuleuse gigantesque en réalité, parce qu'elle intègre le soin des autres et le soin de soi. Il s'agit là désormais d'une activité économique énorme, dans les pays riches, mais pas seulement. Évidemment cela comprend la culture, l'éducation, le divertissement et le jeu de manière générale, toute l'occupation des cerveaux, certes. Mais je pense que dans les industries qui montent, il faut compter aussi tout ce qui concerne globalement cette économie de l'individu et du corps. Il n'y a pas que le temps d'écran.

3 PT : PIB en volume par ha/heures travaillées par ha

Pierre-Noël Giraud : Je suis entièrement d'accord. La mode du coaching en est la pure expression. Pour moi, ce qui est intéressant dans les activités domestiques, c'est le degré de pénétration possible et souhaitable de la sphère marchande. Le coach de running, très bien, laissons cela au secteur privé, ce n'est pas embarrassant. Mais la gestion des EHPAD ou des crèches, c'est tout autre chose. Dans la sphère croissante du soin, pénétrée de diverses façons par l'économie du marché capitaliste, j'appelle à une grande vigilance sur la qualité de la relation, difficilement compatible avec la sphère privée capitaliste.

Pierre Veltz : Quelles stratégies peut-on envisager pour éviter le scénario « sinistre » - comme tu le qualifies - du pain et des jeux? Une inquiétude que je partage car beaucoup d'indices montrent que nous sommes sur cette pente-là.

Ce qui me frappe, c'est que pour la révolution informatique comme pour cette révolution du soin, on est en permanence dans l'ambivalence. La révolution informatique a apporté et continue d'apporter des potentialités extraordinaires dans nombre de domaines, y compris aux individus *lambda*, mais on voit bien qu'en même temps, la promesse des utopistes de la Silicon Valley a été largement trahie. Ce sont en effet les modèles économiques de la publicité et les modèles politiques du contrôle qui ont mis la main, via les plateformes, sur cette révolution.

Même constat pour le soin. On voit bien d'un côté les possibilités extraordinaires qu'apporte la révolution informatique, mais en même temps, c'est aujourd'hui une voie de pénétration majeure d'un capitalisme marchand débridé. Il suffit de lire les déclarations des plateformes et des grands titans pour comprendre que la santé est au cœur de leur cible marchande pour demain. Comment réagir par rapport à cela?

Toi tu penses qu'il faut des principes d'action, et tu reprends les grands auteurs sur les théories de la justice comme Rawls, Sen... Moi je suis un peu sceptique : le monde actuel est moins inspiré par les grands principes que par des politiques, par exemple des politiques industrielles. Je pense également que nous avons besoin d'images d'un futur désirable - même si le terme est à manipuler avec beaucoup de précaution.

Nous utilisons tous les deux la métaphore du paquebot pour l'économie. On a donné des outils aux pilotes, mais reste la question du cap. Où pourrait-on aller?

Pierre-Noël Giraud : Un futur à la fois désirable et possible, quitte à changer beaucoup de choses, c'est exactement ce que je me propose d'élaborer et j'indique quelques pistes. En me demandant tout d'abord quelles sont les conditions - notamment étatiques - de cette possibilité. Mais, deuxième question : qu'est-ce qui fait considérer telle évolution comme bonne, souhaitable, et telle autre comme mauvaise? La définition du « bon » et du « mauvais » n'est pas écrite dans les tables de la loi.

On est donc obligé de définir une norme. Moi je choisis Sen parce que c'est une approche à la fois plus libertaire et plus radicale : donner à chacun le maximum de chances tout au long de sa vie, d'exprimer ses qualités, ses désirs, ses préférences.

La deuxième idée est d'essayer de réduire au maximum les modèles fondés sur la publicité. Je suis pour l'interdiction de la publicité de marques dans tout l'espace public. Sur internet, c'est privé et on n'est pas obligé d'aller voir, il n'y a rien à dire. Mais il faudrait qu'on nous propose aussi un usage de toutes les plateformes sans publicité et sans utilisation des données pour la publicité. Bien sûr il faut que le prix soit raisonnable, c'est à dire quelque part entre son coût moyen par utilisateur qui est de 10 à 20 euros par an et son coût marginal. Ceci n'est pas du tout le cas aujourd'hui en Europe ou bien une réglementation l'a imposé : les tarifs sont exorbitants et dissuasifs.

Troisième idée, comme le dit Dominique Cardon, le net se construit par le bas et se ferme par le haut. De fait, l'essentiel du contenu sur internet est fourni par les internautes. Les plateformes ne produisent que des algorithmes de tri. Sans revenir aux idéaux que tu as évoqués, on pourrait tendre vers une organisation beaucoup plus active de la société civile. Je suis allé jusqu'à proposer le retour du « chasseur de primes » des vieux westerns : on promet une prime à un internaute pour qu'il repère et dénonce à un organisme *ad hoc* (le Shérif) quelque chose qui contrevient à une législation, et la prime correspond à une partie de l'amende. En résumé, je pense que globalement, il n'est pas difficile de retenir le bon et d'écarter le mauvais en étant très réactif et en mettant au travail la société civile des internautes elle-même.

Pierre Veltz : Je te trouve un peu angélique. Mais il faut sans doute, par moments, être un peu angélique.



Débats avec l'auditoire

À propos de la répartition du temps, en particulier du temps personnel, il me semble que dans les pays développés, on consacre de plus en plus de temps au soin de soi, beaucoup plus qu'au soin de la planète, même si on en parle beaucoup. Comment pourrait-on rééquilibrer les choses ?

Pierre-Noël Giraud : J'ai une approche plutôt fondée sur la liberté. Les gens assument leur liberté, on n'y peut rien. S'ils ont envie de courir tous les matins, on ne va pas les en empêcher. Mais comment les inciter ? Comment nous inciter collectivement à accorder plus de temps à la planète ? C'est, en réalité, assez simple, on sait ce qu'il faut faire dans tous les domaines.

Prenons le cas des paysans. Si l'on demande à un paysan de pratiquer une agriculture qui respecte la nature (planter les haies, utiliser le moins de pesticides et d'herbicides possible, bien doser les engrais, pratiquer la polyculture et l'articulation agriculture-élevage-foresterie, méthaniser ses déchets organiques, etc.), cela va lui coûter plus de temps, donc plus d'argent. Si l'on veut revenir à une agriculture vraiment respectueuse de l'environnement, on va avoir besoin de plus de paysans et la nourriture va coûter plus cher. C'est évident.

La transition énergétique est encore plus étudiée. S'il fallait moins de temps pour fabriquer un petit véhicule électrique que le véhicule thermique d'occasion, il n'y aurait aucun problème. C'est bien une question de temps.

Pierre Veltz : Tu ne donnes pas la place qui convient à l'urgence des choses. Notamment par rapport à la biodiversité, au réchauffement climatique, il y a des urgences, des réorientations à envisager. Par exemple, sur le plan énergétique, on sait en gros ce que l'on pourrait faire, mais on est incapable de donner au public une vision positive et prospective du futur.

Pierre-Noël Giraud : Dans les chapitres de mon livre sur notre rapport au milieu naturel, je n'ai pas l'impression d'avoir sous-estimé l'urgence de réagir aux conséquences de certaines de nos actions. Je me livre même à une analyse en différenciant les atteintes au milieu naturel et en montrant que dans beaucoup de cas il ne faut pas franchir des seuils où le type de pollution fait s'effondrer

l'écosystème naturel. Dans bien des cas, on est proche des seuils, donc une action urgente est absolument nécessaire et en général peu coûteuse : exploiter différemment ces écosystèmes et les réparer en même temps.

En revanche, je soutiens dans ces chapitres une thèse qui m'est chère, peut-être en tant qu'ingénieur des mines. En matière environnementale, on a essentiellement des problèmes de poubelles. On envoie dans les écosystèmes vivants et les cycles physico-chimiques naturels : trop de gaz à effet de serre, trop de plastique dans les terres et les eaux ainsi que trop de polluants éternels, trop de poussière au-dessus des villes, trop de pesticides, d'herbicides et d'engrais dans les champs, etc. Bref, trop de polluants. En France nous consommons 14 tonnes de matières par habitant et par an, très peu est recyclé. Autant de déchets ?

En revanche, nous n'avons aucun problème de réserves de ressources minérales en amont. L'économie capitaliste marchande parviendra à approvisionner ce dont nous avons besoin, en particulier les métaux pour assurer les transitions environnementales.

En matière d'urgence, j'ai insisté aussi sur un critère pour hiérarchiser les décisions : l'irréversibilité des évolutions que peut engendrer notre action actuelle. Si c'est irréversible, les générations suivantes n'auront même pas le choix de réparer. Dans certains cas, il est encore temps de reculer, faisons-le. Et puis quantité d'actions souvent locales, comme au sujet de la pollution de l'air des villes, ont des solutions qui manifestent rapidement leurs effets. Il faut les entreprendre aussi, pour convaincre le public de l'idée que les investissements dans la réduction des déchets, c'est utile, et tout de suite.

Comment dépasser l'apparente contradiction entre notamment le recours à un État fédéral fort, qui donne l'impression d'un certain dirigisme, et le libéralisme que vous revendiquez par ailleurs ?

Pierre-Noël Giraud : Pour que les individus aient la plus grande liberté d'usage de leur temps, il faut un État fort. Ce n'est pas contradictoire du tout, à mes yeux. Il faut un État capable de s'abstraire de ladite contrainte extérieure, capable par exemple de replier son agriculture sur soi-même pour faire une agriculture respectueuse de l'environnement. Si les autres ne le font pas, tant pis pour eux. Nous, au moins, nous entretenons les écosystèmes. Pour être libre, il faut un État fort. Il n'y a pas de contradiction.

Je ne pense pas que la qualité des temps soit forcément dégradée dès qu'elle est marchande. Le cas des EHPAD est effectivement significatif, mais il est fondé sur un accident de parcours majeur. Il y a tout de même des activités (de l'Économie sociale et solidaire ou d'autres), qui sont partiellement marchandes et pas nécessairement dégradées pour autant...

Pierre-Noël Giraud : Est-ce que le fait qu'une relation ait lieu dans le cadre d'une activité marchande dégrade nécessairement cette relation ?

Le cas d'ORPEA est certes un désastreux incident de gestion, très mauvais pour leur image, mais la logique du profit pousse à cela. Chaque directeur est tenu de maximiser son profit, donc il minimise ses coûts. Il existe de multiples exemples, pas seulement dans les EHPADs. Mais je suis d'accord avec le fait qu'il peut exister des activités de soin qui soient parfaitement compatibles avec la sphère marchande.

N'est-ce pas, au fond, un propos de riche de parler du soin de soi. Que penser des pays émergents, qui représentent une part significative de l'humanité souffrante, et pour lesquels les biens matériels sont encore une préoccupation majeure ?

Pierre-Noël Giraud : Bien sûr, je suis d'accord. Pour une fois, j'ai écrit un livre plutôt pour les élites occidentales. J'assume.

Y a-t-il des recommandations pour inventer des jeux intelligents, par exemple sur le net ?

Pierre-Noël Giraud : Quand je parle du scénario *du pain et des jeux*, je ne juge pas. Les jeux, cela peut être intéressant. Les jeux de l'hippodrome, dans la Rome impériale, étaient beaucoup plus courus que les jeux de gladiateurs auxquels on pense tout de suite. Les auriges étaient des champions très grassement payés, plus que Ronaldo ne l'a été. Je ne prends pas position. Ce genre de jeux, des courses d'auriges antiques au football ou basket actuel est très prisé. Pourquoi pas ? Mais je pense qu'il y a beaucoup à faire pour susciter sur le web des jeux intelligents, y compris pour renouveler profondément la manière de voir un match de football. Il faut éventuellement au départ subventionner des start-ups, ou du moins les couvrir et les faire appuyer par du capital risque, pour qu'elles puissent se lancer sur ce marché. Elles le font d'ailleurs, certains jeux vidéo sont passionnants et les firmes issues de start-ups françaises sont bien placées. Avec l'IA générative, on va assister à une explosion de sites et de programmes proposant des manières ludiques, créatives, informatives, relationnelles, professionnelles d'utiliser le web. Certaines seront abrutissantes et nous manipuleront, d'autres nous rendront plus intelligents, plus savants et plus sensibles à la beauté. Que faire, sinon croire à la puissance de l'exemple ?

Mots-clés : économie du temps, éthique du care, temps de cerveau disponible, temps de travail, temps libre

Citation : Pierre-Noël Giraud & Pierre Veltz. (2025). *Du pain et des jeux : une économie politique des usages du temps*. Les soirées de l'Académie des technologies. @

Retrouvez les autres parutions de l'Académie des technologies sur notre site academie-technologies.fr

Académie des technologies. Le Ponant, 19 rue Leblanc, 75015 Paris. 01 53 85 44 44

Production du comité des travaux.

Directeur de la publication : Patrick Pélata

Rédacteur en chef de la série : Hélène Louvel

Auteur : Marie-Claude Tregliat

n° ISSN : en attente